SEANCES DU JEUDI 9 JUILLET 1987
VERGADERINGEN VAN DONDERDAG 9 JULI 1987ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 2648.

DECES D'UN ANCIEN SENATEUR:

Page 2648.

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'Agriculture pour l'année budgétaire 1986.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'Agriculture pour l'année budgétaire 1987.

Interpellations jointes de M. Flandre:

1. Au secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture et au secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés sur « l'influence négative de certaines techniques d'élevage sur la santé ainsi que la disparité pour nos producteurs que constitue l'importation de viandes américaines traitées aux hormones naturelles »;
2. Au secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur « la nécessité pour les ministères compétents de s'opposer au plus vite à l'enregistrement, l'approbation et à l'emploi de la somatropine (BST), hormone de croissance bovine, dont l'emploi est envisagé par ses « promoteurs » comme futur facteur « pique-cuisse » d'augmentation de la production laitière dans le cadre de nouvelles biotechnologies » et sur « les effets pervers des quotas laitiers ».

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. Sondag, Content, Eicher, Willemsens, Nicolas, Capoen, p. 2648.Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1986-1987
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1986-1987

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 2648.

OVERLIJDEN VAN EEN OUD-SENATOR:

Bladzijde 2648.

ONTWERPEN VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Landbouw voor het begrotingsjaar 1986.

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Landbouw voor het begrotingsjaar 1987.

Toegevoegde interpellaties van de heer Flandre:

1. Tot de staatssecretaris voor Europese Zaken en Landbouw en tot de staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid over « de nadelige gevolgen van bepaalde foktechnieken voor de gezondheid en de ongelijke behandeling van onze producenten als gevolg van de invoer van Amerikaans vlees behandeld met natuurlijke hormonen »;
2. Tot de staatssecretaris voor Europese Zaken en Landbouw over « de noodzaak voor de bevoegde ministeries om zich zo spoedig mogelijk te verzetten tegen de registratie, de erkenning en het gebruik van somatropine (BST), een groeihormoon voor runderen dat in het kader van de nieuwe biotechnologie door de « commercie » als spuitmiddel wordt voorgesteld om de melkproductie op te drijven » en over « de nefaste gevolgen van de melkquota ».

Algemene beraadslaging. — *Sprekers*: de heren Sondag, Content, Eicher, Willemsens, Nicolas, Capoen, blz. 2648.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

M. Nicolas, secrétaire, prend place au bureau.
De heer Nicolas, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 h 5 m.
De vergadering wordt geopend te 10 u. 5 m.

CONGES — VERLOF

MM. Adriaensens, à l'étranger; Close, pour raisons de santé; Conrotte, pour raisons familiales, et Lafosse, en mission à l'étranger, demandent un congé.

Vragen verlof: de heren Adriaensens, buitenslands; Close, wegens gezondheidsredenen; Conrotte, wegens familieredenen, en Lafosse, met opdracht buitenslands.

— Ces congés sont accordés.

Dit verlof wordt toegestaan.

MM. Deprez, en mission à l'étranger; de Wasseige, empêché, et Langendries, pour raisons familiales, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Deprez, met opdracht buitenslands; de Wasseige, belet, en Langendries, wegens familieaangelegenheden.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

OVERLIJDEN VAN EEN OUD-SENATOR

DECES D'UN ANCIEN SENAATEUR

De Voorzitter. — De Senaat heeft met groot leedwezen kennis gekregen van het overlijden van de heer Leo Wouters, gewezen senator voor het arrondissement Gent-Eeklo.

Le Sénat a appris avec un vif regret la mort de M. Leo Wouters, ancien sénateur pour l'arrondissement de Gand-Eeklo.

Uw Voorzitter heeft het rouwbeklag van de vergadering aan de familie van ons betreurd gewezen medelid betuigd.

Votre Président a adressé les condoléances de l'assemblée à la famille de notre regretté ancien collègue.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1986

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1987

Discussion générale

INTERPELLATIONS JOINTES DE M. FLANDRE :

- 1^o. AU SECRETAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES EUROPEENNES ET A L'AGRICULTURE ET AU SECRETAIRE D'ETAT A LA SANTE PUBLIQUE ET A LA POLITIQUE DES HANDICAPES SUR « L'INFLUENCE NEGATIVE DE CERTAINES TECHNIQUES D'ELEVAGE SUR LA SANTE AINSI QUE LA DISPARITE POUR NOS PRODUCTEURS QUE CONSTITUE L'IMPORTATION DE VIANDES AMERICAINES TRAITÉES AUX HORMONES NATURELLES »;
- 2^o. AU SECRETAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES EUROPEENNES ET A L'AGRICULTURE SUR « LA NECESSITE POUR LES MINISTERES COMPETENTS DE S'OPPOSER AU PLUS VITE A L'ENREGISTREMENT, L'APPROBATION ET A L'EMPLOI DE LA SOMATROPINE (BST), HORMONE DE CROISSANCE BOVINE, DONT L'EMPLOI EST ENVISAGE PAR SES « PROMOTEURS » COMME FUTUR FACTEUR « PIQUE-CUISSE » D'AUGMENTATION DE LA PRODUCTION LAITIERE DANS LE CADRE DE NOUVELLES BIOTECHNOLOGIES »;
- 3^o. AU SECRETAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES EUROPEENNES ET A L'AGRICULTURE SUR « LES EFFETS PERVERS DES QUOTAS LAITIERS ».

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDBOUW VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1986

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDBOUW VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1987

Algemene beraadslaging

TOEGERVOEGDE INTERPELLATIES VAN DE HEER FLANDRE :

- 1^o. TOT DE STAATSSECRETARIS VOOR EUROPESE ZAKEN EN LANDBOUW EN TOT DE STAATSSECRETARIS VOOR VOLKSGEZONDHEID EN GEHANDICAPTENBELEID OVER « DE NADELIGE GEVOLGEN VAN BEPAALDE FOKTECHNIKEN VOOR DE GEZONDHEID EN DE ONGELIJKE BEHANDELING VAN ONZE PRODUCENTEN ALS GEVOLG VAN DE INVOER VAN AMERIKAANS VLEES BEHANDELD MET NATUURLIJKE HORMONEN »;

2^o TOT DE STAATSSECRETARIS VOOR EUROPESE ZAKEN EN LANDBOUW OVER « DE NOODZAAK VOOR DE BEVEEGDE MINISTERIES OM ZICH ZO SPOEDIG MOGELIJK TE VERZETTEN TEGEN DE REGISTRATIE, DE ERKENNING EN HET GEBRUIK VAN SOMATROPINE (BST), EEN GROEIHORMOON VOOR RUNDEREN DAT IN HET KADER VAN DE NIEUWE BIOTECHNOLOGIE DOOR DE « COMMERCIE » ALS SPUITMIDDEL WORDT VOORGESTELD OM DE MELK-PRODUKTIE OP TE DRIJVEN »;

3^o TOT DE STAATSSECRETARIS VOOR EUROPESE ZAKEN EN LANDBOUW OVER « DE NEFASTE GEVOLGEN VAN DE MELKQUOTA ».

M. le Président. — Nous abordons l'examen des projets de loi relatifs au budget du ministère de l'Agriculture, auquel sont jointes trois interpellations de M. Flandre.

Aan de orde is de bespreking van de ontwerpen van wet betreffende de begroting van het ministerie van Landbouw, waaraan drie interpellaties van de heer Flandre zijn toegevoegd.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est à M. Sondag.

M. Sondag. — Monsieur le Président, il y a huit jours, se terminaient, sous la présidence belge, le sommet européen de Bruxelles et le Conseil des ministres de l'Agriculture qui le concrétisait dans une de ses finalités essentielles: la politique agricole commune.

Vous avez alors, monsieur le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture, enfin obtenu, vraiment à l'arraché, un accord quasi global sur les principales décisions et orientations qu'il fallait prendre dans l'immédiat, afin de ne pas compromettre tout l'acquis communautaire.

M. Egelmeers, vice-président, prend la présidence de l'assemblée

Vous avez évité le pire, c'est-à-dire la dérive et la débâcle de la politique agricole commune.

Cette dernière eût été catastrophique pour la plupart des agriculteurs, surtout les plus faibles.

Elle eût été gravement dommageable pour les 322 millions de consommateurs européens, même s'ils n'en sont pas toujours conscients.

C'eût été politiquement insupportable, en particulier pour le PSC, traditionnellement attaché à la promotion économique et sociale de ce secteur dynamique et indispensable que représente excellemment l'agriculture familiale.

Vous avez sauvé l'essentiel, à savoir que l'achèvement de la modernisation de la politique agricole commune (PAC) — comme s'exprime le Conseil européen — devra se faire dans le respect des intérêts légitimes des agriculteurs.

Les décisions concernant la fixation des prix, les mécanismes d'intervention et les montants compensatoires monétaires sont enfin prises pour la campagne 1987-1988, malheureusement de façon insuffisante.

Des aides directes et sélectives au revenu, ayant un caractère subsidiaire par rapport à la politique des prix et des marchés, pourront néanmoins, suivant l'accord intervenu, ou plutôt devront, à notre estime, accompagner les réformes en raison des répercussions de ces mesures sur les revenus.

Des mesures socio-structurelles sont également prévues.

Je reviendrai dans quelques instants sur la situation de l'agriculture chez nous et sur les mesures à prendre.

Mais, si vous avez évité le pire et sauvé l'essentiel, monsieur le secrétaire d'Etat, le miracle qu'eût été l'accord global sur le compromis que vous aviez récemment soumis au Conseil européen, ne s'est pas produit, puisque votre proposition relative au mécanisme de stabilisation pour les matières grasses a finalement été renvoyée au Sommet européen de Copenhague, qui se tiendra fin 1987, après une étude complémentaire et une consultation avec les principaux partenaires commerciaux de la Communauté; il ne sera pas simple d'aboutir à cet accord, surtout après les récentes propositions américaines, surprenantes et plutôt équivoques.

C'est évidemment inéquitable à l'égard des producteurs laitiers, limités brusquement dans leur production et astreints à des taxes de coresponsabilité, à des prélèvements et superprélèvements.

Etant donné l'élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne et au Portugal, c'est grave pour tout le secteur des huiles végétales qui, d'ores et déjà, est condamné à connaître à son tour des difficultés énormes.

Il est aberrant de se priver de ressources supplémentaires, alors que ce sont précisément les difficultés budgétaires de la Communauté européenne qui sont généralement invoquées pour comprimer les prix agricoles et imposer certaines limitations de productions.

Nous ne pouvons donc que partager la déception et la frustration des milieux agricoles.

C'est d'autant plus décevant que la Commission et le Parlement européens avaient tous deux fermement préconisé la mise en vigueur d'un mécanisme de stabilisation pour l'ensemble des matières grasses.

Depuis 1984, la politique agricole commune est dangereusement enfermée dans un carcan budgétaire. J'ai bien dit « dangereusement » en pensant non seulement aux agriculteurs, mais également à toutes les personnes engagées dans ces innombrables entreprises de fabrication et de services en amont et en aval de la production agricole; ce sont de petites et moyennes entreprises réparties en milieu rural. Je pense aussi à l'animation et à l'entretien de ce milieu rural, une des composantes essentielles de notre société, y compris à l'apport culturel et aux valeurs morales dont témoigne le paysan, au sens le plus noble du terme.

Depuis 1984, des prix payés aux producteurs sont systématiquement bloqués, voire réduits, à la suite d'exigences supplémentaires en qualité, en limitation de production et en prélèvements divers, sans mesures correspondantes de compression des coûts de production.

Heureusement, les baisses cumulées des taux d'intérêts, des prix du carburant et accessoirement de certains autres produits, ont allégé sensiblement les charges d'exploitation.

Certes, des corrections ont été apportées entre-temps, entre autres dans la gestion des quotas laitiers. Mais il subsiste encore trop de cas d'exploitants insatisfaits et injustement pénalisés.

Interrogé fréquemment ces derniers temps — comme ce le fut il y a à peine deux ans — sur les difficultés d'approvisionnement en poudre de lait en Belgique et dans de nombreuses parties du monde, je dois répercuter présentement ces interrogations et tout le scepticisme qui entoure, au niveau européen, la gestion du secteur laitier et des matières grasses en général.

Si, jusqu'en 1983-1984, les revenus agricoles moyens ont évolué de façon relativement positive par rapport aux revenus comparables, ils connaissent, depuis lors et dans la majorité des cas, soit une stagnation, soit une diminution plus ou moins importante en fonction des secteurs de production et des types d'exploitation.

Le mouvement de marginalisation ne se développe-t-il pas parmi certaines entreprises agricoles familiales ?

Les régions agricoles du sud-est globalement reprises en zone défavorisée ne connaissent-elles pas à nouveau une disparité plus grande ?

Dès février dernier, nous vous avons demandé, monsieur le secrétaire d'Etat — conformément à une résolution du Congrès national du PSC et sur l'insistance de son comité directeur —, d'établir un rapport d'évaluation des répercussions immédiates des décisions européennes sur les revenus agricoles et l'emploi en agriculture, par grandes régions agricoles et types d'exploitation, afin de détecter à temps les entreprises en difficulté et de leur assurer le traitement adéquat avant qu'il soit trop tard.

Il y va aussi de l'intérêt de l'Etat très souvent engagé en garantie d'intérêt dans des emprunts. Le montant total de cette garantie par le biais du Fonds d'investissement agricole (FIA), n'est-il pas de l'ordre de 30 milliards de francs? Heureusement, les exécutions sont rares. Mais n'observez-vous pas une augmentation de ces cas? N'y a-t-il pas là un indice certain d'une évolution nettement négative et qu'il faut redresser au plus tôt?

Je vous demande donc de suivre la situation de très près et de faire rapport d'urgence au gouvernement en présentant, en outre, comme nous vous l'avons demandé à plusieurs reprises, des mesures de redressement et d'aides exceptionnelles, en complément des interventions qui découlent du programme européen, notamment à caractère sociostructurel.

J'insiste encore pour que ces mesures soient adaptées aux besoins spécifiques de la zone défavorisée.

Le sud-est de notre pays mérite un traitement spécifique, ainsi que le rappellerait à nouveau, il y a quelques jours, l'ancien Vice-Premier ministre et député luxembourgeois, Charles-Ferdinand Nothomb.

Le risque, par ailleurs assez général, d'une dégradation accélérée justifie des décisions urgentes au niveau national, surtout en compensation des défaillances des instances européennes.

En fonction des décisions prises au niveau européen et compte tenu de leur rythme de réalisation, des mesures nationales complémentaires, voire compensatoires, s'imposent sur le plan belge, afin de soutenir globalement l'économie agricole et de sauver les entreprises normalement viables, mais davantage touchées par les restrictions budgétaires de la Communauté européenne.

L'agriculture doit bénéficier du même traitement que celui qui a été et est encore réservé à d'autres secteurs économiques et sociaux.

Il serait également indiqué de prendre des mesures d'accompagnement social en faveur des entreprises marginales qui jouent un rôle indispensable dans l'animation des campagnes et l'entretien du patrimoine rural.

Les aides diverses, y compris au revenu — comme prévues dans le plan Delors — doivent être à la fois équitables et efficaces, éventuellement limitées dans le temps, et calculées en fonction soit du désengagement professionnel, soit des efforts de modernisation et d'adaptation.

A côté de ces aides directes et indirectes à établir en concertation avec les organisations agricoles, deux volets parallèles sont également importants: d'une part, le régime fiscal et parafiscal et, d'autre part, le statut social des agriculteurs dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants, mais aussi le statut des épouses-aidantes et des enfants-aidants.

En ce qui concerne tout d'abord l'élaboration des barèmes de taxation forfaitaire pour les revenus de 1986, exercice d'imposition 1987, je viens d'apprendre qu'un accord est enfin intervenu entre l'administration des Finances et les organisations agricoles, mettant un terme à des discussions toujours très complexes et très intenses. J'ose espérer que votre collègue des Finances entérinera cet accord.

Toutefois, considérant le mouvement de marginalisation qui s'amplifie parmi les exploitations familiales agricoles et l'augmentation alarmante du nombre d'entreprises en difficulté dans ce secteur, il apparaît indispensable d'admettre certaines exceptions vers le bas dans l'application de la taxation forfaitaire, sur base d'indices à établir, comme cela se pratique vers le haut, également sur base indiciaire.

Une formule de comptabilité fiscale simplifiée devrait aussi être admise, par référence aux comptabilités agréées par le ministère de l'Agriculture et les instances européennes.

Par ailleurs, je voudrais insister sur le fait qu'un allègement de certains taux de TVA devrait absolument être envisagé.

Quant au statut social, il doit atteindre, au plus tôt, son équivalence réelle avec le régime général de la sécurité sociale pour les secteurs correspondants, avec priorité pour les pensions de base et les allocations familiales.

L'octroi d'allocations de maternité devant permettre un repos normal prénatal et postnatal ainsi que l'indemnisation des conjoints aidants en cas de maladie ou d'accidents sont aussi deux améliorations qui doivent contribuer à parfaire le statut social des indépendants.

Le système de la cotisation de modération des revenus présente finalement des injustices et une telle complexité qu'il faut le revoir rapidement et organiser son démantèlement progressif, comme l'a demandé le comité directeur du PSC.

L'accès au régime du chômage indemnisé devrait être organisé en concertation avec le groupe Vandeputte.

Les aidants et les débutants devraient bénéficier de conditions plus favorables, prévoyant par exemple l'exemption de cotisations pendant les deux premiers exercices de leur activité.

Je sais que ces questions ne sont pas directement de votre compétence, mais je vous demande de les examiner et de les intégrer dans les propositions que vous présenterez prochainement au gouvernement. Les propositions que j'ai énumérées à titre exemplatif ont aussi un caractère socio-structurel.

A propos de l'installation des jeunes agriculteurs, n'y aurait-il pas moyen d'étaler les aides aux mêmes conditions, sur la base d'un plan d'installation réparti sur cinq ou six ans? Les jeunes et les parents y trouveraient souvent mieux leur compte et l'Etat pourrait aussi réaliser des économies en étalant alors ses aides.

Je ne puis quitter ce chapitre des aides sans insister sur l'urgence des mesures à prendre et surtout sur la nécessité d'intervenir à temps.

La détection des exploitations en difficulté doit donc s'appuyer sur un système d'alerte. Certains indicateurs peuvent engager des mécanismes de prévention et d'encadrement.

Je traiterai maintenant des propositions budgétaires qui nous sont soumises pour l'exercice en cours, en émettant déjà des considérations en prévision du budget de 1988.

En 1984, le Conseil des ministres, sur proposition du ministre du Budget de l'époque, M. Philippe Maystadt, avait décidé de présenter les budgets suivant le nouveau schéma des « budgets par programme ».

Cette nouvelle présentation, nous l'avons découverte positivement, pour la première fois, à partir du budget de 1986.

Si elle apporte effectivement plus de clarté dans la justification des crédits, nous espérons qu'elle facilitera également leur redistribution en fonction des activités programmées et prestées, en favorisant les compensations possibles entre programmes d'activité.

Rigueur et souplesse ne sont pas incompatibles en gestion responsable, dans le respect des règles essentielles de contrôle budgétaire.

Comme nous, vous regrettez certainement d'avoir dû subir des restrictions budgétaires pour 1986 et 1987, dans le cadre de l'assainissement des finances publiques, bien que cette modération ait finalement été moins élevée que dans d'autres départements ministériels eu égard, tout de même, à la situation pénible de l'agriculture.

Il est évidemment facile, dans un « conclave budgétaire » de réduire la masse salariale de 1,75 p.c. en 1986 par rapport à 1983 et de 1 p.c. encore en 1987 en laissant, en outre, 5 p.c. du cadre du personnel en emplois vacants. Il est plus difficile de réaliser, en compensation, une politique de modernisation de la gestion des services publics, comme le prévoit l'accord de gouvernement.

J'insiste pour que des moyens budgétaires suffisants soient réservés afin de permettre enfin de mettre en œuvre un système informatique efficace qui, outre la tenue d'un inventaire permanent des bovins, sera un instrument indispensable dans la lutte contre les maladies du bétail qui coûtent annuellement entre cinq cents millions et un milliard de francs et qui permettra, entre autres actions, un meilleur développement de nos exportations, qui représentent plus de 100 milliards de francs. Un tel système a fait gravement défaut lors de la mise en vigueur des quotas laitiers. Il y a des leçons à retenir.

La modernisation de la gestion des services publics passe par des programmes de ce type.

J'ose donc espérer qu'une coopération efficace pourra ainsi s'établir entre, d'une part, le ministère de l'Agriculture et ses organismes parastatutaux, tels l'ONDAH, l'ONL et l'OBFA et, d'autre part, le secrétariat d'Etat à la Modernisation et à l'Informatisation des services publics, pris courageusement en charge par M. Guy Lutgen.

L'élargissement des compétences du ministère de l'Agriculture assurerait enfin une coordination efficace des programmes prévisionnels, d'exécution et de contrôle. La démarche engagée, il y a trois ans, doit être poursuivie.

Des mesures dites d'assainissement sont prévues au Fonds d'investissement agricole et au Fonds agricole et, dans votre exposé introductif en commission de la Chambre, rapporté par Mme Boeraeve, vous avez annoncé que « certaines mesures d'économie prises dans le cadre du contrôle budgétaire 1987 — non reprises dans le projet de loi budgétaire — affecteront ... les subsides au Fonds d'investissement agricole et au Fonds agricole et qu'elles seront réglées dans le cadre du feuilleton 1987 ».

Cette déclaration m'inquiète. Je demande donc à être rassuré.

Nous ne pourrions, en effet, admettre au PSC que les objectifs prioritaires, définis dans la déclaration gouvernementale, soient compromis.

Mon observation vise à la fois le feuilleton d'ajustement et déjà le projet de budget de 1988.

Si nous pouvons concevoir que soit régulièrement vérifiée l'application de certaines règles sélectives en matières d'aides aux investissements, nous ne pourrions admettre que les aides aux investissements indispensables, pour installation ou développement, soient dangereusement rabotées au seul profit de l'Etat sans bénéfice pour l'investissement privé régulièrement subventionné. Les effets négatifs ne menacent pas seulement les agriculteurs, mais tout autant les entreprises directement tributaires de l'activité agricole.

Si nous pouvons également concevoir qu'une participation financière — équitablement établie en fonction de services effectivement rendus, après concertation réelle — soit demandée à l'ensemble des intéressés, nous ne pourrions admettre ni une parafiscalité imposée par des préoccupations essentiellement budgétaires ni une privatisation des services nécessaires en fonction de la part contributive des plus aisés dans un certain système économique privilégié.

C'est dans cet esprit que, entre autres, les Fonds de promotion et les Fonds pour la santé et la production des animaux doivent être gérés.

Solidarité et efficacité sont aussi compatibles.

Le bilan de ces actions devrait influencer — positivement, j'espère — le budget de 1988 et des exercices suivants.

Enfin, en ce qui concerne la recherche scientifique, je voudrais aussi être rassuré.

Il m'apparaît indispensable de sauvegarder et d'amplifier les moyens budgétaires engagés, notamment par le plan Maystadt d'expansion du potentiel scientifique, étant donné le besoin d'évolution technologique du secteur agricole qui a déjà démontré son aptitude à cette évolution.

Je souhaiterais toutefois être mieux informé des résultats des travaux du Conseil consultatif de la recherche scientifique en agriculture, mis en place le 16 juin 1984. Quelles sont les priorités définies par les groupes de travail?

Je m'en tiendrai à ces seules considérations, tantôt générales, tantôt particulières, concernant les propositions budgétaires qui nous sont soumises et que, bien sûr, le PSC votera.

Je ne puis cependant terminer cette intervention sans évoquer — fût-ce brièvement — quelques législations nouvelles ou en évolution.

Au cours de la présente législature, grâce à vos efforts et à la participation positive de l'ensemble des membres de notre commission de l'Agriculture et des Classes moyennes, nous avons pu faire aboutir deux législations, à savoir la loi sur les élevages industriels et la loi sur la santé des animaux. La première était d'initiative parlementaire, la seconde d'initiative gouvernementale et parlementaire. Emanant, d'une part, de M. Jean Gillet et, d'autre part, de M. Raymond Bataille.

Il s'agit maintenant de mettre ces législations totalement en application. Nous vous demandons d'y veiller sans tarder, monsieur le ministre.

Prochainement, nous devrions engranger votre projet de loi visant à promouvoir la continuité des entreprises agricoles et cela par une adaptation du régime successoral.

Sans vouloir formuler de critiques excessives, je dois cependant regretter la lourdeur, voire la lenteur du travail parlementaire, malgré la bonne volonté des membres des commissions, surtout dès qu'il s'agit de mobiliser conjointement deux commissions.

Ce sont aussi ces difficultés de fonctionnement qui handicapent l'adaptation de la législation sur le bail à ferme dont l'innovation principale consiste dans l'alternative, strictement volontaire, du bail de carrière.

Il y a dix ans, c'était le 3 juillet 1977, notre collègue Léon Remacle déposait, à la Chambre des représentants, sa première proposition de loi «insérant dans le Code civil des règles particulières aux baux à ferme de carrière». Cette initiative en suscita une dizaine d'autres qui aboutirent à un texte commun, adopté par la Chambre des représentants le 6 juin 1985.

Faute, malheureusement, de commission spéciale, nos commissions sénatoriales de l'Agriculture et des Classes moyennes, d'une part, et de la Justice, d'autre part, chargées conjointement de l'examen de ce projet de loi, ont constitué, le 12 juillet 1986, un groupe de travail qui a tenu quinze réunions et qui a élaboré un texte nouveau, bénéficiant d'un large consensus, après avoir entendu les représentants du Syndicat national des propriétaires, du Conseil national de l'agriculture et de la Fédération royale des notaires de Belgique. Celle-ci a joué, en outre, un rôle appréciable dans la formulation législative, indépendamment des choix politiques.

Je veux témoigner, dès maintenant, que tout au long de leurs débats, les commissaires, membres assidus de notre groupe de travail, ont recherché en permanence l'équilibre entre les intérêts légitimes des propriétaires-bailleurs et des exploitants-locataires.

Je veux aussi témoigner, monsieur le secrétaire d'Etat, de votre souci identique et surtout de votre participation active à l'élaboration de dispositions équitables, y compris dans l'adaptation de la loi limitant les fermages.

Je veux enfin souligner l'apport positif du ministre des Finances qui a entrouvert le volet fiscal et la contribution précieuse du ministre de la Justice.

Je n'entrerais pas davantage aujourd'hui dans le détail de ce projet de loi ni des formulations proposées par notre groupe de travail.

Je me bornerai à affirmer que le nouveau texte est le plus équilibré possible, qu'il devient urgent de l'adopter afin de rassurer les principaux partenaires et de mettre fin à l'insécurité juridique qui inquiète les uns et les autres.

Ainsi que je l'écrivais l'année dernière dans un *Cahier du CEPES*, «tergiverser ou contrarier à l'infini l'aboutissement de ce projet de loi serait gravement coupable à l'égard de l'ensemble des intéressés, tant bailleurs que preneurs».

C'est dans ce même esprit d'équilibre que nous avons repris récemment l'examen de votre projet de loi sur l'exercice de la médecine vétérinaire.

Suspendue, il y a quelque trois ans, la discussion de ce projet devrait normalement aboutir au cours des prochains mois au sein de nos commissions conjointes, d'une part, de l'Agriculture et des Classes moyennes et, d'autre part, de la Santé publique et de l'Environnement.

Nous aurons aussi à nous prononcer sur la proposition de loi de notre collègue, M. Edgard Flandre, sur la protection et la promotion de l'agriculture biologique.

La qualité des produits agricoles est souvent et trop facilement mise en cause. Il s'agit de clarifier la situation. C'est aussi un débat de fond, impliquant certains choix de société, à traiter très sérieusement, sans simplification excessive de part et d'autre.

Au terme de cette intervention, fort incomplète, je tiens à dégager rapidement quelques conclusions.

La politique agricole commune doit être poursuivie, au travers de certaines adaptations, en sauvegardant au maximum et de façon optimale l'entreprise familiale indépendante.

La politique agricole commune ne peut rester isolée ni souffrir de restrictions budgétaires prises à la légère. Le mécanisme de stabilisation, pour l'ensemble des matières grasses, est indispensable pour faire face aux besoins nouveaux découlant notamment de l'élargissement de la Communauté.

Il est grand temps de mener une politique commune dans d'autres secteurs économiques et sociaux. D'où la nécessité de développer les autres fonds, sans restreindre pour autant le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.

Pour cela, des ressources nouvelles sont indispensables, que ce soit en majorant le taux de participation de la TVA au-delà de 1,4 p.c. qui aurait déjà dû être porté à 2 p.c., que ce soit par une participation supplémentaire fondée sur un pourcentage du produit national brut communautaire, tenant ainsi davantage compte de la prospérité relative des Etats membres ou que ce soit en mixant les deux systèmes.

Réussir l'Acte unique, réaliser le marché unique d'ici à 1992, renforcer la cohésion et développer des politiques communes sont des objectifs qui, s'ils étaient atteints, ouvriraient, en effet, des perspectives nouvelles pour la Communauté européenne.

Entre-temps, il faut gérer notre économie agricole dans une véritable perspective de développement, sans complexe à l'égard des USA, dans un souci tout aussi réel de cohésion et de solidarité, tout d'abord au sein de la Communauté européenne.

Les programmes de recherche méritent un soutien budgétaire plus important, en les orientant davantage vers une production alimentaire plus qualitative et plus économique ainsi que vers une production à destination plus industrielle. Ce sont les deux principaux débouchés qui nous apparaissent les plus prospectifs.

Conscient de la gravité des choix politiques et en prévision du sommet européen de Copenhague de décembre prochain, que vous avez orienté, je vous propose, monsieur le secrétaire d'Etat, d'organiser, avant la fin de l'année, une large information auprès des principaux partenaires de l'activité agricole, par exemple, au travers des chambres provinciales d'agriculture ou de conseils régionaux et, finalement, du Conseil national de l'agriculture.

J'insiste pour que la commission sénatoriale de l'Agriculture et des Classes moyennes soit associée à ces débats, éventuellement en connexion avec la commission correspondante de la Chambre des représentants.

Vous allez être confronté au cours des prochaines semaines à l'élaboration du budget pour 1988. L'arbitrage sera certainement complexe. Je

veux, monsieur le ministre, vous assurer de l'appui du P.S.C. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Content.

De heer Content. — Mijnheer de Voorzitter, de bespreking van de begrotingen van Landbouw voor 1986 en 1987 komt, zeker vandaag, op het minst geschikte ogenblik. Wij zouden de staatssecretaris onmiddellijk kunnen overstelpen met honderd en een vragen in verband met de resultaten van de confrontatie van de EG-ministers van Landbouw en de manier waarop ons land uit die besprekingen te voorschijn is gekomen. Is er een of geen akkoord en welk akkoord? Ik ben ervan overtuigd dat u in uw antwoord het hele verhaal van de drie jongste dagen uit de doeken zult doen, zodat het Parlement geheel en waarheidsgetrouw kan vernemen hoe het nu staat met onze landbouwbedrijven en eventueel wat de toekomst ons zal brengen in de zeevisserij.

Wij zullen daaruit conclusies trekken maar nu reeds hebben wij een aantal vragen.

Wie is eigenlijk de baas in ons land over het landbouwbeleid: de staatssecretaris of de Raad van ministers van Landbouw van de Europese Gemeenschap?

Wie draagt de verantwoordelijkheid van de beslissingen die zopas genomen werden en die kunnen leiden tot een volledige aftakeling en een onoverzichtelijke crisis in de landbouwsector?

Zijn er beslissingen genomen nopens het wetenschappelijk onderzoek in de landbouw, zowel op Europees vlak als op nationaal vlak?

Zijn na die, volgens de pers moeizame en volgens sommigen mislukte besprekingen, het inkomen en de bedrijfszekerheid van de landbouwers beveiligd?

Zal de koopkracht van de boeren verder dalen? Zal de afname van de landbouwbevolking, die al een hele tijd aan de gang is, door de EG-beslissingen of -voorstellen in versneld tempo verder gaan? Vooral de kleine boeren zijn het slachtoffer. Werden oplossingen gevonden, en welke, voor de knelpunten die voorkomen op de volgende terreinen: de graansector door de strengere kwaliteitsnormen, de beperking van de interventieregeling en de zo bestreden medeverantwoordelijkheidshelling; de margarinebelasting; de compensaties ten gevolge van de munt-schommelingen; de produktiebeperkingen in de zuivelsector; de quota voor de melkproductie; groenten en fruit...

De heer De Keersmaecker, staatssecretaris voor Europese Zaken en Landbouw, toegevoegd aan de minister van Buitenlandse Betrekkingen. — Wat bedoelt u daarmee? Als knelpunten noemt u eerst precieze zaken op, maar de aanduiding groenten en fruit is toch wat te algemeen. Daar kunnen wij uren over praten.

De heer Content. — In de sector van groenten en fruit zijn er verschillende problemen: bemesting, quota, concurrentie in de witloofproductie. Een knelpunt is ook het behoud van onze veestapel. Zal deze verdwijnen ten gevolge van de EG-beslissingen?

Uit iedere vraag kan de staatssecretaris afleiden waar de problemen van de landbouwers in Europees verband zich voordoen en waar dringend ophelderingen en initiatieven noodzakelijk zijn.

Maar ook buiten de Europese Gemeenschap — in eigen land voornamelijk — is het dringend noodzakelijk op regerings- en parlementair vlak werk te leveren om verdere faillissementen in de landbouw te voorkomen, de werkgelegenheid op te voeren en de boer een bestaanszekerheid te garanderen.

Lees ik niet in *Knack* van 24 juni 1987 onder de veelzeggende titel «Het einde van de boerenpalm» het volgende: «Tussen dit en twee jaar zal het faillissementen regenen, voorspelt Ignace Van de Walle, voorzitter van het Vlaams agrarisch centrum in Melle, dat zich bezighoudt met sociaal-juridisch dienstbetoon, vormingskursussen en het opstellen van boekhoudingen in het boerenmilieu.» De heer Ignace Van de Walle is toch niet de eerste de beste.

De heer De Keersmaecker, staatssecretaris voor Europese Zaken en Landbouw, toegevoegd aan de minister van Buitenlandse Betrekkingen. — Ik beantwoord de vragen van de senatoren en niet van de pers.

De heer Content. — Ik citeer verder: «Voor de publieke opinie staat landbouw tegenwoordig gelijk met boterbergen en melkplassen, milieuproblemen en maratonzittingen, maar van de radeloosheid bij de

boer zelf is maar weinig of niets geweten: dat steeds meer landbouwers belaagd worden door deurwaarders, failliet gaan en publiekelijk uitverkocht worden, is helemaal niet bekend. Elke week wordt er wel ergens te velde een boerderij «aan de muur gehangen» door de banken, die de boeren eertijds zo kwistig onder kredieten hebben begraven. De precieze aantallen worden niet eens centraal bijgehouden, maar sommige waarnemers menen dat er per jaar een paar honderd hoeven worden uitverkocht, een zware score, zeker als het hier nog maar om de «voorhoede» van een grotere golf zou gaan.»

De heer Smeers. — Wie kan dat bewijzen?

De heer Content. — U zou die vraag moeten stellen aan de heer Ignace Van de Walle van het agrarisch centrum te Melle.

De heer Smeers. — Die vraag zou u moeten stellen.

De heer Content. — U kan dat ook doen. Ik lees slechts voor, «Dat landbouwers bezwijken onder de financiële lasten is in ons land een vrij nieuw fenomeen, maar het lijkt een logische uitloper van de boerenpalm zoals die nu al twintig jaar uit volle borst gezongen wordt door de EG, de Belgische overheid en de Boerenbond: «Mekaniseren, moderniseren, specialiseren, expanderen, intensiveren en vooral investeren!» Sinds de aanhef van dat marslied werden de boeren door de bankiers afgelikt als de vleespotten van Egypte: een twintigtal erkende instellingen verdringen zich nu op de lucratieve markt van de landbouwkredieten.

Het gevolg is dat in de fraaie hoeven, met hun indrukwekkende stallingen en machines, een al even imposante schuldenlast zich heeft opgestapeld. De kleine keuterboer, die vroeger bekend stond als een gierige spaarder en die schulden vreesde als het vagevuur, moest de plaats ruimen voor de grote hereboer, waarvan echter elke steen en elke morzel grond is gehypotekeerd en elke koe of machine in onderpand is gegeven. Maar de gouden investeringsjaren zijn voorbij: tot 1980 werden 6 000 tractoren per jaar gekocht, nu nog 3 000. De slimste bankiers leuren intussen met nieuwe formules zoals leasing.»

De beschuldiging die hierbij openbaar worden gemaakt hoeven geen verder commentaar.

De oppositie en de mensen die begaan zijn met het beroep van boer zouden het niet beter kunnen zeggen dan dit artikel in *Knack*, een weekblad dat toch niet wordt verondersteld tot de oppositiepers te behoren.

Het blijkt trouwens dat het LIF — het Landbouwinvesteringsfonds — de voorbije vijf jaar voor een honderdtal faillissementen staatswaarborg heeft moeten uitkeren, ongeveer 160 miljoen frank: vóór 1982 was dat vrijwel nihil. Het voorbije jaar werden 26 dossiers behandeld, voor 45 miljoen. Dit jaar zou het bedrag stijgen tot zo'n 60 miljoen. Maar het gaat hier slechts om het topje van de ijsberg, de allerslechtste gevallen, want het LIF geeft enkel een aanvullende waarborg: de Staat legt maar bij, nadat de bank het hele bedrijf uitgewonnen heeft, dus alles heeft verkocht. Volgens een LIF-onderzoek, dat naar het schijnt niet mag worden vrijgegeven van het kabinet, gaan boeren gemiddeld over de kop op 36 jaar, zo'n vijf jaar na hun start, en meer in Wallonië dan in Vlaanderen.

Kan de Senaat, mijnheer de staatssecretaris, in het bezit worden gesteld van het LIF-onderzoek om met kennis van zaken te kunnen oordelen over het landbouwbedrijf?

Ook de meeste varkens- en kippenkwekers zijn slachtoffer van deze landbouwpolitiek. Velen zijn geen eigenaar meer van hun bedrijf en mogen slechts werken op contract. Voeg daarbij ook nog de problemen weergebracht door de varkenspest. Het gebrek aan controle, het nalaten van een harde aanpak van de fraudeurs, en dit niet alleen in de veeteeltsector, maakt het duidelijk dat er nu een landbouw is met twee snelheden: enerzijds zijn er de kleine en onleefbare boerderijen, nadat er al tienduizenden verdwenen zijn, anderzijds zijn er de grote bedrijven met een enorme schuldenlast. Dat te verhelpen moet de hoofdzorg zijn van onze landbouwpolitiek.

Ik ben van oordeel dat het markt- en prijzenbeleid de belangrijkste rol moet blijven spelen om het familielandbouwbedrijf een redelijk inkomen te bezorgen en om de verbruiker een ruime keuze aan voedingsmiddelen tegen redelijke prijzen te verzekeren.

Een volwaardig stelsel van sociale zekerheid, pensioen en kinderbijslag voor alle landbouwers zal enorm bijdragen tot het in stand houden van het landbouwbedrijf.

Het is verder tijd een einde te maken aan het doemdenken waardoor men ongewapend en machteloos staat tegenover de talrijke elementen die momenteel samenkomen. Men moet nieuwe opties nemen en alles in het werk stellen opdat de landbouw die uit de crisis te voorschijn zal komen, een dynamische, misschien gemoderniseerde landbouw zal zijn die een essentiële rol zal spelen, namelijk het voortbrengen van belangrijke hoeveelheden voedsel. Deze landbouw zal zich moeten integreren in een maatschappij die steeds meer beheerst wordt door de moderne technieken en zal het hoofd moeten bieden aan de economische ontwikkeling. Diepgaande structurele hervormingen zijn noodzakelijk. De landbouwer voelt zich sinds verscheidene jaren als iemand die een slecht zittend pak draagt. Tengevolge van verschillende beslissingen of van het feit dat er geen beslissingen worden genomen, komt men terecht in onhoudbare toestanden waardoor ondoordachte maatregelen moeten worden genomen, waarbij de landbouwsector de volle laag krijgt.

Inkomsensteun en ongeloofwaardig quotastelsel zijn geen oplossingen voor landbouwproblemen. Alleen bedrijfszekerheid biedt een oplossing.

Mijnheer de staatssecretaris, ik zou u verder nog vragen kunnen stellen onder meer over de beperking van de nationale uitgaven voor de ruilverkaveling.

De heer De Keersmaeker, staatssecretaris voor Europese Zaken en Landbouw, toegevoegd aan de minister van Buitenlandse Betrekkingen. — De ruilverkaveling is geregionaliseerd, mijnheer Content.

De heer Content. — Voorts over de vermindering van de toelagen aan het Landbouwfonds, de vermindering van de toelagen aan het Landbouwinvesteringsfonds door de verlaging van de rentesubsidies en over de vermindering van diverse facultatieve toelagen aan telers en fokverenigingen.

Maar al deze verminderingen liggen, zult u antwoorden in het kader van de besparingsobsessie van uw collega Verhofstadt. Een bewijs is meer dat door al deze besparingen niet alleen de toekomst van de arbeidende klasse en van de jongeren aan flarden wordt gescheurd, maar dat ook de zelfstandigen te lijden hebben van deze nefaste financiële politiek. Een laatste zeer belangrijke vraag over de landbouw is wanneer de nieuwe pachtwet nu eindelijk zal worden goedgekeurd.

Is er misschien nog geen akkoord tussen de meerderheidspartijen? Sinds 1979 wachten de boeren-huurders op deze wet. Het wordt tijd dat ze eindelijk voldoening krijgen.

Mijnheer de staatssecretaris, ik heb zeer veel belangstelling voor het visserijbedrijf. In een vroegere interpellatie ondervroeg ik u over de visquota, voornamelijk voor kabeljauw. Ik suggereerde toen dat er in het buitenland wordt gesjoemeld. Onlangs werd hiervan het bewijs geleverd. Op maandag 15 juni jongstleden te 22 uur 15 zag ik, toevallig, in de VARA-uitzending «Achter het nieuws» een interview met visser Kramer van op zijn boot U.K.137 in de Noordzee. Dit interview toonde dat mijn bewering met de waarheid strookt.

Die visser verklaarde in dit interview dat de Nederlandse vaartuigen uitvaren en op de boot zelf kabeljauw invriezen. Daarna wordt de vis in kleine vriesbakjes gestoken en in stilte aan land gebracht. Een gedeelte van de vangst wordt gemengd met andere vis en daarna in de mijn verkocht als «varia». Dit zegde ik trouwens reeds in mijn interpellatie. Bij de aankomst in de haven zijn er vaak geen controleurs van dienst. Wordt hun aanwezigheid of afwezigheid doorgeseind vanop de haven? In de uitzending werd ook getoond hoe ingepakte kabeljauw in witte kistjes aan land werd gebracht. Tijdens dezelfde uitzending werd ook een opname getoond van een protestmeeting van eigenaars van kleine vaartuigen, waar met cijfers de gevolgen van deze praktijken voor de kleine vissers werden aangeklaagd. De spreker op die meeting beweerde dat er in zee genoeg kabeljauw is en hij beschuldigde de biologen van onbekwaamheid bij het beoordelen van de visquota.

Enkele dagen na mijn interpellatie, mijnheer de staatssecretaris, werd dus op de Nederlandse televisie de waarheid duidelijk getoond. Wat is uw houding nu na die uitzending? Hoe zal u onze Belgische kleine vissers beschermen? Is het mogelijk de bandopname van de TV-uitzending te bekomen en te tonen aan de senatoren om aldus een duidelijk beeld te hebben van het gesjoemel en van de problemen van het visserijbedrijf?

Laat mij, aansluitend en beknopt, mijnheer de staatssecretaris, enkele wensen van de visserij naar voren brengen. Wat wenst de visserij in hoofdzaak?

1. Modernisering van de zeevisserijvloot door gunstiger kredietvoorwaarden.

2. Modernisering van de bestaande vaartuigen.

3. Verhoging van het quota van de visvangst en het op een bepaald peil houden van de prijzen om de visstoevoer in voldoende mate te beveiligen. Hoe minder vis er wordt aangevoerd, hoe hoger de prijzen zijn en hoe lager het visverbruik voor de «kleine man» wordt.

4. Oplossing van het probleem van de brandstofprijzen.

Ik heb geen moeite om te bekennen, mijnheer de staatssecretaris, dat uw opdracht op Europees vlak zeer moeilijk is. Ik moet u zelfs beklagen met de moeilijkheden die u hebt om het hoofd te bieden aan de eisen van de grote landen die telkens verschillend zijn van de eisen van de kleine landen. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Eicher.

M. Eicher. — Monsieur le Président, au début de cette année, alors que commençait la présidence belge de la Communauté européenne, M. le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture diffusait une note sur les récentes mesures relatives à la politique agricole commune et sur ses intentions, en tant que président du Conseil des ministres européens pour l'agriculture.

Force est de constater, au lendemain de cette présidence, que le bilan est plutôt maigrelet, voire négatif, pour les agriculteurs. Je songe, en effet, aux retards enregistrés, comme de coutume, mais cette année plus encore que d'autres, dans la fixation des prix agricoles au niveau européen.

Ces prix devraient être un indicateur pour les agriculteurs en ce qui concerne l'orientation de leur campagne 1987-1988. Or, une fois de plus, ceux-ci seront fixés après que les agriculteurs ont dû entreprendre leur campagne et, pour la première fois, depuis plus de dix ans, ils ne sont pas arrêtés en juin!

Bien sûr, nous savons que ce dossier est aujourd'hui un fameux sac d'embrouilles. Il y a non seulement l'impossibilité de s'accorder sur les prix agricoles, depuis plus de quatre mois, mais aussi le différend sur l'opportunité d'imposer ou non une taxe sur les matières grasses, ainsi que le débat sur la suppression des montants compensatoires monétaires, et j'en passe.

J'admets que les problèmes étaient nombreux et complexes. Il reste, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous portez une part de responsabilité plus importante que jadis dans les carences actuelles, compte tenu de l'expérience acquise durant la présidence des travaux européens, travaux qui ont connu des succès, mais malheureusement aussi des échecs.

Cela dit, s'il est vrai que la politique, et donc le budget de l'agriculture, sont en grande partie liés aux décisions européennes, il n'empêche que l'application de ces décisions se fait au niveau de la Belgique, de l'Etat central essentiellement et, accessoirement, trop accessoirement, au niveau des Régions. Or, pas plus aujourd'hui qu'hier, nous n'avons, hélas, lieu d'être satisfaits de votre politique.

Il y a deux ans, nous avons déjà plaidé, par exemple, — et vous savez l'importance de la chose pour les agriculteurs wallons — pour une régionalisation de l'application des quotas laitiers, régionalisation que vous refusiez en prétextant un manque de réalisme, vu la taille des régions.

Cet argument ne tient évidemment pas, lorsque l'on songe ne fût-ce qu'à l'exemple du grand-duché de Luxembourg, à peine plus grand qu'une de nos provinces et qui pourtant, comme tout autre pays de la Communauté, doit faire respecter les quotas par ses producteurs. La Wallonie pourrait donc en faire autant.

Mais notre système avait surtout pour résultat d'établir les quotas sur base d'une moyenne avantageant la Flandre et défavorisant la Wallonie. Il avait pour effet, j'espère ne pas devoir dire «pour but», de faire lourdement payer aux agriculteurs wallons les excédents dont ils n'étaient pas responsables, puisque la Wallonie produit 83 p.c. de ses besoins en lait et la Flandre 127 p.c.!

Maintenant, un fait nouveau est intervenu dont il vous faudra, je pense, tenir compte puisque votre parti se dit si souvent soucieux de respecter l'Etat de droit. Je songe, bien entendu, à la récente décision de la septième chambre de la Cour d'appel de Liège, qui a donné raison à une cinquantaine d'agriculteurs du plateau herbage verviétois, dans l'action qu'ils avaient introduite en référé contre vos modalités d'application du système des quotas laitiers.

Les attendus de l'arrêt de la Cour ne manquent pas d'intérêt. En rejoignant, en quelque sorte, le point de vue défendu dès le départ par

les socialistes wallons, la Cour a, en effet, estimé que la manière dont la Belgique appliquait les décisions européennes pouvait être sujette à critique.

La Cour s'est notamment émue du fait que l'Etat belge avait considéré l'ensemble du royaume comme une seule région. Elle a souligné, qu'en l'occurrence, la prospérité de la région verviétoise dépendait beaucoup, sinon essentiellement, de la production laitière. Par conséquent, ne pas lui appliquer des normes propres, en la matière, la défavorisait par rapport aux autres.

J'ose espérer, monsieur le secrétaire d'Etat, que cette décision judiciaire vous fera réfléchir et que vous la prendrez davantage en considération que les deux décisions judiciaires et l'arrêt du Conseil d'Etat qui vous obligeaient à revoir votre attitude à l'égard des éleveurs fouronnais et de leur appartenance à l'Association provinciale liégeoise des éleveurs.

Hélas, nous n'en faisons que depuis trop longtemps la triste expérience, vous et vos collègues avez tendance à faire preuve d'une certaine sélectivité dans votre respect de ce fameux « Etat de droit ».

M. De Keersmaecker, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture, adjoint au ministre des Relations extérieures. — Oh non !

M. Eicher. — Les exemples cités en sont pourtant une preuve manifeste.

Mais je ferme cette parenthèse pour en revenir à la situation des agriculteurs en général et aux effets immédiats, en ce qui les concerne, des dernières grandes options européennes, c'est-à-dire la politique de déstockage et les nouveaux quotas.

Chacun y a été alors de son petit couplet sur la nécessité de prendre des mesures d'aides nationales spécifiques, en faveur du secteur, pour compenser, tant que faire se peut, le caractère inévitablement très dur de ces mesures. Je signale d'ailleurs à l'assemblée que mon parti a, dans cette optique, déposé il y a peu, au Conseil régional wallon, une proposition de décret tendant à accorder la garantie de la Région wallonne pour les opérations de rachat de quotas laitiers effectuées par des jeunes agriculteurs, dans le cadre de cette mobilité des quotas que nous souhaitons depuis très longtemps.

Mais devant les difficultés actuelles du secteur, ne serait-il pas temps de s'interroger encore plus fondamentalement sur la politique à mener à l'avenir ?

Un de nos parlementaires l'a suggéré à la Chambre — je le cite : « Etant donné qu'une grande partie du budget agricole européen est consacrée au stockage et à l'élimination des excédents agricoles, ne serait-il pas plus opportun de mener une politique visant à éviter la production même d'excédents, étant entendu, bien sûr, qu'une partie du budget européen serait versée directement au producteur en guise de compensation pour la réduction volontaire de sa production ? »

C'est, en tout cas, une idée à creuser. De même, il conviendrait sans doute de profiter de la période de stabilisation de la production dans laquelle nous entrons, pour développer et les recherches orientées vers les utilisations de la production agricole en dehors de la consommation alimentaire et celles susceptibles de favoriser le développement d'une production agraire, davantage mécanique et biogénétique que chimique.

Se référant à la déclaration gouvernementale de 1981, le secrétaire d'Etat a souvent rappelé les objectifs que s'était fixés le gouvernement en matière de politique agricole, à savoir le rétablissement de la rentabilité des exploitations, la promotion des exploitations agricoles familiales, l'amélioration des débouchés des produits agricoles, l'augmentation de la sécurité d'exploitation.

En ce qui concerne le rétablissement de la rentabilité des exploitations agricoles, vous avez estimé que de bons résultats avaient été enregistrés.

Force m'est de constater que la rentabilité en agriculture n'est atteinte qu'à 68,5 p.c. et vous savez d'où nous venons, monsieur le secrétaire d'Etat : 100 p.c. en 1972/1973 !

L'agriculture n'obtient donc que les deux tiers des revenus professionnels des autres catégories de travailleurs. La disparité est donc toujours considérable. Voilà bien le premier échec du gouvernement établi.

Le gouvernement auquel vous participez, monsieur le secrétaire d'Etat, n'assure pas tellement bien non plus la promotion des exploitations familiales. C'est plutôt l'inverse qui se produit.

Si l'on se réfère au pouvoir d'achat des agriculteurs et si l'on compare l'évolution des revenus du travail agricole à celle de l'index des prix à

la consommation, on constatera que, par rapport à la période de 1972/1973, si l'index des prix à la consommation en 1985 a atteint 247,5 p.c., le revenu du travail agricole a, quant à lui, évolué durant le même intervalle de temps et en prenant la même base de référence, de 208,2 p.c.

Cela signifie que le pouvoir d'achat des agriculteurs, exprimé en terme réel, ne représente plus que 84 p.c. de celui de 1972/1973, alors que celui des autres secteurs de l'économie est, lui, passé à 123 p.c.

Dès lors, tandis que les salariés et les appointés voyaient leur pouvoir d'achat augmenter de 23 p.c. de 1972/1973 à 1985, les agriculteurs perdaient environ 16 p.c. de leur pouvoir d'achat et, depuis 1985, les mesures de restriction et la baisse des prix pour certaines productions n'ont permis aucune amélioration.

En 1986, alors que dans la CEE, le revenu agricole est resté à peu près stable par rapport à 1985, l'évolution de ce revenu, dans notre pays, s'est trouvée négative pour 5,4 p.c., et cela malgré la baisse du prix de l'énergie, moins 22,4 p.c.; des engrais, moins 4,4 p.c.; des aliments pour bétail, moins 2,4 p.c. et de la main-d'œuvre, moins 2,6 p.c.

Aujourd'hui, alors que se termine la présidence belge à la Communauté, force m'est de constater que le gouvernement belge est corresponsable d'une politique agricole aberrante, une politique agricole que nous ne cessons de dénoncer depuis 1971/1972, et que l'on voudrait aujourd'hui réformer.

Les projections de prix pour 1987-1988 ne sont toujours pas fixées et nous voici en juillet. Demain, le temps de la récolte va commencer.

Que prévoit-on d'autre qu'un gel ou une baisse de prix, un affaiblissement des mécanismes de soutien, une diminution des productions et peut-être aussi quelques subsides pour empêcher des chocs trop brutaux ?

M. De Keersmaecker, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture, adjoint au ministre des Relations extérieures. — Voulez-vous dire, monsieur Eicher, que les prix ne sont pas encore fixés, alors que nous sommes déjà en juillet ?

M. Eicher. — C'est bien cela.

M. De Keersmaecker, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture, adjoint au ministre des Relations extérieures. — Vous faites erreur, car ils ont été fixés la semaine dernière. Vous devriez le savoir.

M. Eicher. — Oui, mais qui les connaît ?

M. De Keersmaecker, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture, adjoint au ministre des Relations extérieures. — Il n'empêche que vos propos sont inexacts, puisque, je le répète, ces prix ont été fixés la semaine dernière.

M. Eicher. — Si les principes du Marché commun avaient été respectés, nous n'en serions pas là et nos agriculteurs ne disparaîtraient pas les uns après les autres.

Il ne sert à rien de déshabiller les uns pour mieux habiller les autres et réclamer au gouvernement des compensations prétendument indispensables.

Pour ce qui est de l'encouragement à l'exploitation des produits agricoles, parlons-en ! Ici encore, l'objectif atteint par le gouvernement a plutôt été à l'inverse de ses intentions.

L'évolution de la balance commerciale agricole est nettement défavorable. Elle comptabilisait un déficit de 84,4 milliards en 1981, de 102,7 milliards en 1982 et de 109 milliards en 1983, et ce déficit n'a fait que croître puisqu'il se chiffre à 124,3 milliards en 1984 et à 134,7 milliards en 1985. Je reconnais qu'il évolue à nouveau dans un sens positif, puisque il atteint 117,3 milliards en 1986.

Enfin, pour ce qui concerne la volonté manifestée par les gouvernements Martens de garantir une meilleure sécurité d'exploitation et des facteurs de productions agricoles, nous devons, ici encore, constater un échec cuisant pour le gouvernement.

Pour qu'il en soit autrement, le gouvernement aurait dû se préoccuper davantage des structures agricoles dans le sud du pays et développer en cette matière une politique plus dynamique en faveur de la Wallonie et moins accaparante des richesses en faveur du nord du pays.

Votre politique d'insuffisance en matière de structures dans le sud du pays n'a conduit qu'à des faillites retentissantes, à des disparitions d'exploitations que nous relevons aujourd'hui dans les statistiques.

Par ailleurs, votre gouvernement ne s'est pas assez employé à réduire les différences trop grandes qui existent dans l'encadrement des exploitations. De surcroît, et contrairement à ses promesses, il n'est pas encore arrivé à traiter valablement le problème foncier qui est tellement important pour l'ensemble du monde agricole, tant au nord qu'au sud du pays.

Monsieur le Président, il y a quelque chose d'assez piquant mais aussi d'assez affligeant dans le fait de discuter du budget de l'Agriculture pour 1987 au début du mois de juillet, c'est-à-dire lorsque l'année est déjà à moitié écoulée. Mais que voulez-vous encore changer à cette situation? Nous sommes à l'heure européenne, n'est-ce pas? Puisque nos agriculteurs, comme ceux de toute l'Europe, n'ont pu connaître les prix agricoles tout au long du semestre qui s'est achevé voici quelques jours.

Je n'y reviendrai pas, ayant suffisamment regretté ce retard, il y a quelques instants. En revanche, je souhaite dire encore un mot sur l'orientation générale de la politique agricole telle qu'elle est conçue depuis longtemps par votre département. J'entends parler du déséquilibre entre les régions, que ce dernier semble vouloir favoriser.

Ainsi, la Wallonie ne peut, dans bon nombre de cas, transformer elle-même ses produits agricoles. Il en est ainsi pour le lait: la plupart des laiteries sont situées en Flandre. C'est également le cas pour le sucre, les abattoirs et tant d'autres secteurs.

Les agriculteurs wallons sont dans l'obligation d'exporter leur production vers le nord du pays. Dans ces conditions on comprend — sans l'accepter bien sûr — que l'Etat central, dominé par les Flamands, ne cherche nullement à favoriser un rééquilibrage en ce domaine.

Autre exemple, les élevages industriels: 94 p.c. des élevages de porcs et 96 p.c. des élevages de volaille de dimension importante se trouvent en Flandre. Autre exemple encore, même s'il peut sembler plus marginal: la valorisation des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs; tout ce qui est actuellement prélevé en Wallonie est acheminé vers les usines de destruction situées en Flandre, où ces déchets acquièrent une plus-value dont seule la Région flamande tire bénéfice.

Je rappellerai d'ailleurs à mes collègues francophones de la majorité que, par deux fois ces derniers mois, ils ont contribué, par leurs votes, à restreindre encore un peu plus les possibilités d'expansion de la Wallonie dans ces filières: une première fois lors du vote de la loi sur les élevages industriels, une seconde fois lors du vote de celle relative à la santé des animaux qui visait également les cadavres de ces derniers. Chaque fois, ils ont inexplicablement reconcentré le pouvoir de décision ultime dans ces matières entre les mains du ministre « national », et donc flamand, de l'Agriculture.

Sur ma lancée, permettez-moi encore de rappeler l'évolution de la production fruitière dans les provinces de Liège et de Limbourg au cours de ces trente dernières années. Liège fournissait 30 p.c. du total national en 1955, et le Limbourg 24 p.c. Aujourd'hui, la production liégeoise est tombée à 6 p.c., et celle du Limbourg atteint 50 p.c. Félicitations!

M. De Keersmaeker, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture, adjoint au ministre des Relations extérieures. — Ce n'est pas juste.

M. Eicher. — En fait, pendant que le département de l'Agriculture encourageait l'abandon de la production fruitière en Wallonie, il réorganisait cette culture en Flandre! Et on oserait prétendre qu'il s'agit là d'une politique équilibrée et nationale? Nationale, elle ne l'est que dans la mesure où elle profite à la nation belgo-flamande!

Seule une régionalisation accrue de l'agriculture permettra un rééquilibrage en faveur de la Wallonie. Elle s'impose d'ailleurs d'autant plus que l'agriculture représente un potentiel économique important pour la Wallonie, qui constitue la plus importante zone agricole du pays avec 55 p.c. des terres cultivées.

Un certain nombre de matières relatives à l'agriculture avaient déjà été régionalisées par la loi spéciale d'août 1980. Le parti socialiste continue de proposer, par modification de cette loi, d'étendre la régionalisation à l'ensemble du secteur: budget, crédits agricoles, département ministériel, représentation dans les instances européennes.

M. De Keersmaeker, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture, adjoint au ministre des Relations extérieures. — Ce n'est pas ce que propose votre parti. Vous ne connaissez pas son programme!

M. Eicher. — Bien sûr, monsieur le secrétaire d'Etat, si les Wallons étaient seuls compétents pour orienter l'avenir de leur agriculture, par la régionalisation du secteur, cela leur permettrait de ne plus être largement spoliés dans ce domaine.

Nous n'en sommes hélas pas encore là, et il nous faut bien discuter un budget dit « national ». Je terminerai mon intervention en soulevant, si vous le voulez bien, divers points qui me semblent particulièrement sujets sinon à critiques, en tous cas à interrogations.

Comme le précédent, dont il est la parfaite continuité, ce budget est placé sous le signe de l'économie. Dans son exposé, le secrétaire d'Etat a d'ailleurs évoqué les économies imposées au département dans le cadre du plan de Val-Duchesse, notamment sur le Fonds agricole et le Fonds d'investissement agricole: moins 4,8 p.c. et moins 4,9 p.c.

On a donc profité de la conjoncture — taux d'intérêt peu élevés — pour restreindre l'accès aux Fonds, mais que se passera-t-il si les taux d'intérêt remontent? Cela ne risque-t-il pas d'être très dur pour les agriculteurs?

Le plan de Val-Duchesse prévoyait également 89 millions d'économies dans les dépenses de remembrement, c'est-à-dire dans le subside octroyé à la Société nationale terrienne. Or, depuis 1980, est apparue annuellement, non pas une décroissance du subside prévu au budget national de l'Agriculture pour ce secteur — les montants sont à la hausse jusqu'en 1985 —, mais une différence significative entre le décompte des frais de la Société nationale terrienne, SNT, et le budget accordé par le ministère de l'Agriculture, si bien que le déficit cumulé s'élève à ce jour à près de 700 millions de francs.

Jusqu'à présent, c'est la caisse d'assurance logement de la SNT qui comble ce déficit. Mais la SNT est en voie de régionalisation depuis les décisions de la Sainte-Catherine. Dès lors, quand la régionalisation sera effective et que la SNT wallonne ne dépendra plus du logement, qui supportera la part wallonne de ce déficit?

Autrement dit, il me semble qu'en matière de remembrement, monsieur le secrétaire d'Etat, le gouvernement économise sans risque puisque c'est sur le dos de la Région appelée à prendre bientôt la relève.

Enfin, une autre mesure décidée à Val-Duchesse était la réduction — 125 millions en deux ans —, de subsides concernant essentiellement des ASBL de lutte contre les maladies des bovins, qui sont surtout wallonnes d'ailleurs. Inversement, le gouvernement a imposé aux agriculteurs, pour compenser ces diminutions, une cotisation à un « Fonds sanitaire », ce que ceux-ci acceptent très mal.

Mais depuis, les investissements nécessaires ont-ils été programmés pour que ce fonds, qui paraît actuellement inefficace, puisse accomplir une mission de contrôle correcte? A ce jour, en effet, il semble qu'aucun contrôle sérieux ne soit fait au niveau national en ce qui concerne la qualité sanitaire du cheptel. Or, c'est là un vœu des agriculteurs.

Le ministre a également souligné qu'un effort était imposé au niveau du cabinet ministériel: 81 millions l'an dernier, 67 millions cette année.

Fort bien, mais je voudrais quand même faire observer, en rappelant à ce propos ce que le représentant socialiste Vanvelthoven dénonçait il y a peu en matière de gonflement des cabinets ministériels, que les dépenses de fonctionnement du cabinet de M. De Keersmaeker sont passées de 37,6 millions en 1984 à 67,8 millions en 1987, soit, malgré tout, plus de 30 millions sur trois exercices.

Or, ce montant correspond à environ deux tiers des réductions de subsides aux ASBL agricoles opérées en 1986 par le gouvernement selon le bilan fait par M. Martens à la fin de l'année dernière. C'est un parallélisme intéressant pour apprécier la répartition de vos efforts.

Je puis d'ailleurs en faire un autre, à propos du poste 51.10 qui concerne l'Institut national de crédit agricole, INCA. Pour éponger les pertes de l'INCA, le gouvernement a décidé d'inscrire au budget de l'agriculture un crédit spécial de 200 millions, pendant dix ans. C'est donc le cas cette année, comme en 1986. Je remarque que ces 200 millions, destinés à réparer des erreurs dues à des fonctionnaires, correspondent exactement aux économies que le gouvernement prétend réaliser en deux ans sur les Fonds agricoles.

Accessoirement, on pourrait d'ailleurs se demander pourquoi, dans cette affaire, seul le directeur général a été inquiété. Il y avait un commissaire du gouvernement, en effet, le même depuis 13 ou 14 ans, qui n'était autre que le secrétaire général du ministère de l'Agriculture. Or, celui-ci n'avait rien signalé de l'affaire. Dans ces conditions, les sommes prévues au budget pour ce poste se justifient-elles ?

Voilà, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, quelques réflexions, parmi tant d'autres, que m'inspire le budget qui nous est soumis aujourd'hui.

Pour me résumer, je dirais qu'il ne m'inspire pas confiance, pas plus que, depuis des années, l'orientation générale et, disons, partielle, de la politique menée par le département. Cet avis est partagé par les autres membres du groupe socialiste qui ne pourra, en conséquence, que voter contre ce budget. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Willemsens.

De heer Willemsens. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb de indruk dat alle sprekers er hier toe gedoemd zijn, aan de klaagmuur te staan en open deuren in te trappen naar aanleiding van de bespreking van de begrotingen van het ministerie van Landbouw. Ik ga daar geen uitzondering op maken, maar ik beloof u kort te gaan en ervoor te waken, in tegenstelling met mijn voorganger, geen uitspraken te doen die in strijd zouden kunnen zijn met ons partijprogramma. Ik zal mij onthouden van beschouwingen over het Belgische landbouwbeleid in strikt nationale zin.

Dit aspect kwam hier, en vooral tijdens de besprekingen in de Kamer reeds ruim aan bod, wat trouwens blijkt uit de twee verslagen uitgebracht door mevrouw Boeraeve.

Wel zij het mij toegestaan een paar bedenkingen te maken in verband met ons landbouwbeleid in Europees en internationaal verband.

In een vorig jaar gepubliceerd rapport omschreef de Wereldbank de kostprijs van de steun aan de landbouw als « enorm ». Blijkens dit rapport bedroeg de steun van de westerse industrielanden aan de landbouw in 1986 zowat 100 miljard dollar.

De belangrijkste vaststelling van de Wereldbank in dit verband is dat in de landbouwsector nu meer protectionisme heerst dan tijdens de grote depressie van de jaren dertig, terwijl de internationale handel in industriële producten geleidelijk vrijer werd.

Tevens werd berekend dat, indien de industrielanden een einde zouden maken aan hun optreden in de landbouwmarkten — een louter theoretische veronderstelling — jaarlijks ongeveer 4 500 miljard frank zou worden bespaard. De landbouwers zouden er weliswaar bij verliezen, doch aanzienlijk minder dan de verbruikers en de belastingbetalers erbij zouden winnen.

De auteurs van het rapport zijn verder ook van oordeel dat deze bescherming van de boeren minder noodzakelijk is geworden, omdat de landbouw meer en meer een deeltijdse bezigheid aan het worden is. Zo bedroeg bijvoorbeeld het netto-landbouwinkomen in de Verenigde Staten in 1982 nog slechts 36 pct. van het totale inkomen van de boeren, tegen 58 pct. in 1958.

Tenslotte wijst de Wereldbank erop dat wij én onszelf én de ontwikkelingslanden met deze politiek een zeer slechte dienst bewijzen. Dit is een vingerwijzing voor ons allen. De wereld zou erbij winnen indien het beleid werd omgebogen in de richting van een hogere landbouwproductie in de derde wereld.

Maar welke boodschap heeft het Europese landbouwbeleid in het algemeen en het Belgisch landbouwbeleid in het bijzonder aan dit rapport van de Wereldbank? Het antwoord is vrij eenvoudig. Wij moeten onze landbouwpolitiek resoluut herzien.

Wij moeten immers vaststellen dat het aandeel van de landbouw in het totale economisch gebeuren van de westerse industrielanden voortdurend aan belang inboet. De cijfergegevens over de evolutie van de landbouw in België, bijvoorbeeld, tonen aan dat het aantal landbouwers tot onder de 100 000 is geslonken; dat de inbreng van de landbouw in het bruto nationaal produkt van ons land beperkt is tot 2,5 pct. en in onze export de landbouw nauwelijks 6 pct. voor zijn rekening neemt. Het feit dat de produktiviteit per hectare de jongste decennia gevoelig is gestegen, heeft deze neerwaartse trend enkel wat kunnen vertragen. Omschakeling naar meer renderende activiteiten zoals tuinbouw en intensieve veeveelt lag voor de hand, maar ook dit leidde zeer spoedig weer tot problemen van overproductie.

Om het inkomen uit de landbouwactiviteit toch enigszins te vrijwaren en zo het massaal verdwijnen van de landbouwbedrijven te verhinderen, is de overheid een ingrijpend landbouwprijsbeleid gaan voeren. Dit is op zichzelf natuurlijk lovenswaardig ware het niet dat de kostprijs ervan zeer spoedig monsterachtige proporties heeft aangenomen. Is het niet verschrikkelijk te moeten vaststellen dat haast twee derde van het budget van de Europese Gemeenschap moet dienen om het protectionistische beleid inzake landbouwprodukten te bekostigen ?

Bovendien lost deze massale financiële steun niets op! Integendeel, nieuwe problemen zijn er het gevolg van. Zo bijvoorbeeld, het ontstaan van enorme stocks waarmee men geen weg weet: 1,5 miljoen ton boter, meer dan 1 miljoen ton magere melkpoeder, 15 miljoen ton graan, ruim een half miljoen ton rundvlees liggen opgeslagen in de Europese voorraadschuren zonder dat er enige mogelijkheid bestaat om deze produkten op de markt te brengen. Het beheer van die nutteloze stocks kost dan weer handenvol geld. Kortom, het zelfvoedende karakter van het probleem heeft werkelijk dramatische afmetingen aangenomen.

Wereldwijd gaat men er principieel mee akkoord dat de vrije handel voor het internationale goederenverkeer het aangewezen middel is om meer welvaart voor het mensdom te brengen. Zeker in ons land is men daarvan meer overtuigd dan waar ook vermits de export voor ons land levensnoodzakelijk is. Op het gebied van de landbouw echter handelen wij precies omgekeerd met de bekende problemen tot gevolg.

Een radicaal omgooien van het roer ligt voor de hand indien wij uit deze problematiek willen geraken. Landbouwcommissaris Frans Andriessens wond er trouwens geen doekjes om toen hij onlangs verklaarde dat hij zeer goed beseft dat de publieke opinie fundamentele hervormingen wil voor het landbouwbeleid omdat men er niet langer toe bereid is, de enorme en vooral weinig nuttige kosten te blijven dragen.

De vraag is echter of hiertoe wel de politieke wil en de politieke moed is? De Europese top te Brussel heeft pas nog maar eens aangetoond dat noodzakelijke hervormingen in het Europese landbouwbeleid een politiek kruisvat blijven. De sterk corporatistische houding van de landbouworganisaties, de loodzware Europese administratie die alle voeling met de werkelijkheid dreigt te verliezen, het onontwarbare klun van reglementeringen allerhande, de electoraal geïnspireerde onwil van sommige lid-staten om doortastend in te grijpen, zijn allemaal remmen op de noodzakelijke sanering van de EG-landbouwpolitiek.

Ik stel vast dat het Belgisch voorzitterschap van de EG afgerond werd met een akkoord op de valreep over de landbouwprijzen. Dit akkoord werd slechts mogelijk gemaakt door de Frans-Duitse overeenkomst inzake de monetaire compenserende bedragen, die met de « groene munten » een van de artificiële elementen vormen van de huidige Europese landbouwpolitiek. Laten wij hopen dat dit akkoord de aanzet moge zijn tot de noodzakelijke sanering.

De Europese ministerraden en de EG-Commissie staan voor zes zware maanden. De Europese eenheidsakte moet worden uitgevoerd. De top van Kopenhagen, die op het einde van dit jaar zal worden gehouden, kan dan ook een belangrijk keerpunt worden voor een budget- en kostprijsbewust Europa.

Met het oog hierop, mijnheer de minister, verwachten wij van u de nodige krachtadigheid om de vereiste ingrepen door te drukken die de sanering in de hand werken én toch — wellicht heb ik daarop te weinig nadruk gelegd — in sociaal opzicht voor de landbouwsector draaglijk moeten blijven. Om u hiertoe in staat te stellen, zal de PVV-fractie uw begroting voor de begrotingsjaren 1986 en 1987 goedkeuren. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Nicolas.

M. Nicolas. — Monsieur le Président, au nombre de leurs préoccupations essentielles, les libéraux ont toujours fait figurer prioritairement les problèmes agricoles.

C'est évidemment normal. L'agriculteur n'est-il pas, tout à la fois, un entrepreneur à risques — peut-on imaginer une profession plus soumise aux aléas que celle de l'agriculteur? —, un indépendant farouche et un chef de PME, qualités qui justifient pleinement l'intérêt que lui ont toujours manifesté les libéraux.

Par ailleurs, en tant que francophone de ce pays, comment pourrais-je ne pas être particulièrement attentif aux problèmes du monde agricole, sachant que, statistiquement, l'agriculture wallonne représente plus de 55 p.c. de la superficie agricole utile totale du pays et 64 p.c. de la superficie consacrée aux céréales en Belgique ?

Puisque j'en suis à citer des chiffres, je commencerai par me réjouir de ce que le nombre d'hectares soustraits annuellement à l'agriculture soit de plus en plus faible, le rythme de diminution de la surface agricole utilisée s'étant stabilisé à 0,3 p.c. par an pendant les trois dernières années.

Je me réjouis également d'apprendre qu'il existe une progression faible, mais constante de l'intérêt des jeunes pour la profession. Au cours des cinq dernières années, en effet, le nombre de successeurs ouvertement déclarés aussi bien que le nombre de successeurs simplement pressentis n'ont cessé d'augmenter.

Ce regain d'intérêt manifesté par les jeunes pour la profession agricole est un phénomène encourageant. Il convient évidemment de prendre au plus tôt toutes les mesures qui permettront de maintenir cet enthousiasme renaissant pour l'activité agricole.

A cet égard, la création d'un cadre juridique adéquat pour l'exercice de la profession est primordial. Je pense ici à la modernisation de la loi sur le bail à ferme, entreprise depuis plusieurs années et actuellement en passe d'être enfin menée à son terme législatif.

Cette refonte de la législation antérieure était essentielle. Parce qu'elle n'était pas parvenue à réaliser un juste équilibre entre les intérêts des propriétaires de biens ruraux, d'une part, et ceux des preneurs de ces biens, d'autre part, la loi du 4 novembre 1969 avait eu des conséquences fort malheureuses, entre autres « une chute sensible des biens ruraux, l'abandon de l'entretien de bon nombre de bâtiments agricoles, la mise en jachère de nombreuses petites parcelles ». Encore qu'elle ne soit évidemment pas parfaite, puisqu'elle est le résultat de plusieurs années de discussions approfondies ayant conduit à de nombreux amendements, il est à espérer que la nouvelle législation permettra de dissiper un certain nombre de craintes chez les uns et les autres et de recréer un climat plus propice à l'exercice de l'activité agricole.

Pour encourager l'établissement de jeunes agriculteurs, vous avez, monsieur le ministre, en concertation avec les responsables de la Commission européenne, pris un certain nombre de mesures relatives à la formation et à la qualification des jeunes fermiers. C'est fort heureux et j'applaudis à cette initiative.

Ne pensez-vous pas cependant qu'il y aurait lieu de la compléter en assurant un encadrement actif du jeune agriculteur qui vient de s'installer, par l'organisation d'une véritable guidance pendant un certain nombre d'années? Cette guidance serait d'autant mieux venue que l'installation, dans un nombre fort important de cas est réalisée avec l'aide du Fonds d'investissement agricole. Cette guidance permettrait, dès lors, d'assurer la meilleure gestion possible des fonds publics ainsi investis.

En outre, il serait également intéressant d'organiser une formation post-scolaire agricole s'adressant non plus seulement aux nouveaux agriculteurs, mais à l'ensemble des exploitants, pour leur permettre, par un recyclage quasi permanent, de s'adapter aux mutations rapides que connaît actuellement l'agriculture.

Il apparaît primordial aussi de se préoccuper enfin véritablement du statut social de l'exploitant agricole.

Un certain nombre de déclarations d'intentions ont été faites dans ce domaine au cours des dernières années, mais n'ont été suivies, jusqu'à présent, d'aucune réalisation concrète.

Je pense tout particulièrement au statut du conjoint de l'agriculteur. Dans aucune autre profession indépendante, me semble-t-il, le conjoint ne doit subir aussi durement les contraintes liées à l'activité du titulaire de l'exploitation. Pour ma part, je vous avouerai ne connaître aucune femme d'agriculteur qui puisse se permettre de ne pas assister activement son époux dans sa tâche.

Or, actuellement, toute cette activité est exercée en dehors de toute sécurité sociale. Les libéraux apprécieraient dès lors que, au plus tôt, le secrétaire d'Etat à l'Agriculture montre sa capacité de dépasser le simple stade des déclarations d'intentions. A cet égard, la France vient précisément de nous montrer l'exemple en reconnaissant officiellement le rôle essentiel joué par le conjoint dans la gestion effective de l'entreprise agricole.

Enfin, je voudrais rappeler que l'exploitation agricole est, dans la plupart des cas, une exploitation familiale, ce qui signifie que le capital et la gestion de ce type d'entreprise sont entre les mains de personnes indépendantes, généralement d'une famille.

Par ailleurs, les recensements successifs font apparaître un phénomène constant d'augmentation de la taille des exploitations. La superficie moyenne par exploitation ne cesse de croître.

Ce phénomène, joint à la constatation que la rentabilité du secteur est souvent compromise par un surplus de main-d'œuvre, nous conduit à la conclusion que les investissements en matière agricole vont peser d'un poids de plus en plus lourd sur les épaules des exploitants, puisque ces investissements devront être adaptés à la gestion d'exploitations plus étendues et devront également être suffisants pour entraîner une réduction substantielle de la main-d'œuvre. Le poids de ces lourds investissements est à supporter, je le rappelle, par des personnes physiques qui en répondent sur leur patrimoine personnel. Ceci pose tout le problème du financement de ces investissements.

A cet égard, je ne peux évidemment que me réjouir de constater que bon ordre a été remis dans la gestion de l'Institut national de crédit agricole, INCA. Les libéraux suivront avec une attention et un intérêt tout particuliers les propositions visant à accroître les ressources des institutions publiques de crédit par l'apport de fonds en provenance du secteur privé.

En outre, il va de soi que nous sommes en plein effet boule de neige. Pour amortir au mieux leurs investissements, les agriculteurs souhaiteront étendre davantage encore leurs exploitations. Ils n'y parviendront au mieux que dans la mesure où les propriétaires de terres susceptibles d'être exploitées y trouveront, eux aussi, une rentabilité suffisamment intéressante.

Ceci m'amène à évoquer rapidement l'avenir à moyen terme de nos exploitations agricoles.

J'ai la manie de rappeler souvent cette loi économique selon laquelle une entreprise doit produire ce qui se vend et ne pas se contenter d'essayer de vendre ce qu'elle produit. Dans le cas d'une exploitation agricole, cette règle économique est tout spécialement une loi de survie.

Ce n'est pas en continuant à subsidier les surplus agricoles qu'on trouvera des solutions à moyen terme.

Il faut accélérer l'orientation des productions agricoles vers le non-alimentaire, notamment: la filière éthanol et ses dérivés, la filière cosmétique et les filières agro-industrielles à développer.

Si j'en crois les chiffres souvent répétés, à savoir que, en 1945, un agriculteur produisait de quoi nourrir 5 citoyens, en 1975, un agriculteur produisait de quoi en nourrir 45 et que, en l'an 2000, un agriculteur produira de quoi nourrir 75 citoyens, la simple équation, $75:5 = 15$, vous illustre qu'en l'an 2000, il faudra quinze fois moins d'agriculteurs qu'en 1945 pour la même production. La survie de l'emploi agricole passe donc par la recherche de nouveaux débouchés agro-industriels.

Enfin, je rappelle qu'il nous faudra nous pencher à nouveau sur le montant des fermages. A cet égard, vous connaissez la position des libéraux, pour lesquels les fermages devraient être fixés en fonction de la fluctuation des prix agricoles, cette dernière méthode permettant d'ailleurs de tenir compte de l'importance respective des divers produits agricoles dans chacune des régions agricoles concernées. J'aimerais connaître les intentions du secrétaire d'Etat à l'Agriculture sur ce point bien précis.

Monsieur le secrétaire d'Etat, le monde agricole reste, envers et contre tout, l'une des données essentielles de notre activité économique. Parce que vous en êtes conscient et que vos actions entreprises jusqu'à ce jour témoignent d'un réel souci de défendre avec efficacité et sans faiblesse ce secteur, les libéraux vous maintiennent leur totale confiance. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Capoen.

De heer Capoen. — Mijnheer de Voorzitter, het wordt met de dag duidelijker dat het gemeenschappelijk landbouwbeleid niet werd opgevat en opgezet in een wereldcontext en dat er dus geen, of althans onvoldoende, rekening werd gehouden met de beïnvloeding van onder meer de Verenigde Staten en de derde wereld op het vlak van de afzet en de prijs. De prijsstabilisatie in de EG ten gevolge van het gemeenschappelijk landbouwbeleid heeft zelfs tot gevolg dat Europa zijn instabiliteit inzake landbouwproductie exporteert, wat vaak agressieve reacties uitlokt.

Om de kring van de wederzijdse beïnvloeding rond te maken, zijn er dan nog de belangrijke akkoorden, zoals met de Verenigde Staten, met de kernlanden — Australië, Nieuw-Zeeland, Argentinië, enzovoort — met de landen uit Afrika, de Caraïben en de Stille Oceaan — de zogenaamde ACP-landen — en met andere landen.

De onvoldoende inschatting van de gevolgen van deze wereldwijde beïnvloeding voor de Europese landbouw is een van de hoofdoorzaken van de slechte situatie. Om de overschotten en de daarmee gepaard

gaande kosten in te dijken, denkt de Commissie aan een beleid van inkrimping en ontmoediging. Quotaregeling, verlaging van de basisprijzen, braak laten liggen van landbouwgronden en herbebossing zijn middelen om de produktie te verminderen.

Wij menen dat deze korte-termijnmaatregelen op langere termijn wel eens gevaarlijke, zelfs catastrofale gevolgen kunnen hebben voor de landbouw en de economie in het algemeen. Vele van deze maatregelen kunnen onomkeerbare processen op gang te brengen die de continuïteit kunnen schaden, waardoor belangrijke infrastructuren op hun beurt voor goed dreigen verloren te gaan.

Wij kunnen ons niet van de indruk ontdoen dat thans overdreven paniekerig wordt gereageerd zonder enige visie op de toekomst. Er wordt al te veel uit het oog verloren dat de landbouw niet alleen produceert voor de voedingsnijverheid, maar dat de nijverheid ook meer en meer landbouwprodukten als grondstof verwerkt.

De biotechnologie kent een spectaculaire vooruitgang en opent talrijke nieuwe perspectieven voor de toepassing van landbouwprodukten in een stijgend aantal industriële procédés.

De natuurlijke rijkdom van de hernieuwbare landbouwproduktie zal aldus een onmisbare rol spelen in de verdere industriële en economische ontwikkeling van ons land en van het Europese continent.

Het zou dus misdadig zijn deze nieuwe ontwikkeling te hypothekeren door nu maatregelen te treffen die enkel ingegeven zijn door budgettaire overwegingen op korte termijn.

In plaats van geld te geven om de landbouw te doen achteruitgaan, moet er worden geïnvesteerd in wetenschappelijk onderzoek dat de landbouw op nieuwe, veelbelovende wegen kan brengen.

Wij menen dat het probleem van de vaak reusachtige overschotten, die, alle verhoudingen in acht genomen, soms maar relatief groot zijn, meer een kwestie is van verkeerde oriëntatie dan van overproduktie. Dit blijkt toch overduidelijk uit het feit dat Europa voor het geheel van de landbouwproduktie slechts voor 60 pct. zelfbevoorradend is; met andere woorden, we moeten nog steeds 40 pct. invoeren om de behoeften te dekken.

Hier ligt meteen al een hele reeks van alternatieve produktiemogelijkheden. Om die te realiseren moet eerst een inventaris

worden opgemaakt van de produkten die we moeten invoeren en tevens moet worden onderzocht welke van deze produkten we in Europa kunnen voortbrengen. Hierbij zal de biotechnologie uiteraard een eersterangsrol spelen.

Voorts moet in de landbouw, zoals in alle andere sectoren, worden gestreefd naar meer kwaliteit en toegevoegde waarde. Daarom zijn een betere samenwerking en coördinatie nodig tussen de landbouwgemeenschap en de agro-alimentaire industrie, die als veredelaar van levensbelang is voor de landbouw.

Wij zouden het ten zeerste betreuen mocht men door ondoordachte beslissingen de nieuwe toekomstmogelijkheden van de landbouw hypothekeren. Wel dienen belangrijke correcties in het landbouwbeleid te worden aangebracht om deze sector in de nieuwe richting te sturen. Deze bijsturing zal moeten gebeuren door heroriëntering, door meer kwaliteit en meer toegevoegde waarde te produceren. Om deze omschakeling maximum kansen op slagen te geven, is optimale samenwerking met de voedingsnijverheid en met de industrie in het algemeen vereist. Het geheel moet worden geschraagd door stevig uitgebouwd wetenschappelijk onderzoek.

Wij betreuen dat de algemene regeringspolitiek, waarvan de begroting de weerspiegeling is, niet voldoende ruimte biedt om de landbouw in deze nieuwe richting te duwen. Dat het anders kan leiden we af uit een artikel in het tijdschrift van de voedingsnijverheid, *Vita*, waarin de heer Harboort, goed bekend in de Senaat, een analyse maakt van de Nederlandse begroting voor de voedings- en genotmiddelenindustrie. Daaruit blijkt dat men in Nederland de instrumenten voor het landbouwbeleid klaar maakt om deze nieuwe richting in te gaan. (*Applaus op sommige banken.*)

De Voorzitter. — Wij zetten deze bespreking vanmiddag te 15 uur voort.

Nous poursuivrons cette discussion cet après-midi à 15 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten te 12 uur.)

(La séance est levée à 12 heures.)